

Banque Mondiale

République du Sénégal :

**Analyse des données qualitatives et quantitatives sur
les contraintes à l'emploi productif au Sénégal**

Analyse menée par Stéphanie Brunelin

Avril 2017



Analyse des données qualitatives et quantitatives sur les contraintes à l'emploi productif au Sénégal

Points clés :

- Les ménages ruraux cumulent plus d'activités génératrices de revenu que les ménages urbains. Dans la région de Dakar, la moitié des ménages occupe au maximum deux emplois alors que 80% des ménages des régions de Matam et Kédougou cumulent au minimum trois emplois.
- L'agriculture et l'élevage continuent de dominer les emplois en zone rurale tandis que dans les communes urbaines, le commerce et l'auto-emploi non-agricole sont les activités les plus répandues.
- Les activités agricoles et de l'élevage sont occupées aussi bien par les hommes que par les femmes. En revanche, l'élevage des bovins, ânes et chevaux est réservé aux hommes.
- La mixité est faible dans les métiers du commerce et de l'artisanat. Le petit commerce est un secteur dominé par les femmes tandis que les métiers de l'artisanat et les autres emplois non agricoles sont presque exclusivement masculins.
- Près d'un ménage sur cinq ayant répondu à l'enquête quantitative ne diversifie par ses activités génératrices de revenu. Cette situation est particulièrement préoccupante en zone rurale dans la mesure où cela place les ménages concernés en situation de forte vulnérabilité aux aléas climatiques.
- Les combinaisons d'activités les plus répandues sont celles impliquant activités agricoles et élevage en zone rurale et activités commerciales et auto-emploi non agricole en zone urbaine et péri-urbaine.
- Les ménages urbains, en particulier ceux vivant à Dakar et dans la commune urbaine de Bambey ont des emplois plus stables que les ménages ruraux, qui souffrent du caractère saisonnier du travail agricole.
- La saisonnalité des emplois agricoles est forte. L'activité agricole est à son paroxysme en juillet (période des plantations) et décroît ensuite jusqu'à atteindre son point le plus bas en avril de l'année suivante. La saisonnalité des emplois est particulièrement marquée dans les régions de Diourbel et Matam.
- Le manque d'intrants agricoles apparaît de loin comme la première contrainte des agriculteurs suivis du manque d'eau. Les éleveurs souffrent quant à eux du manque de pâturage et du manque d'accès aux soins du bétail.
- Les ménages impliqués dans des activités commerciales, ceux occupant des auto-emplois non agricoles et les salariés non agricoles considèrent le manque d'argent comme la contrainte la plus importante au développement de leurs activités. Ils souffrent également de la faiblesse de la demande, de la difficulté à obtenir un crédit et du manque d'intrants non agricoles.

- Près de 60% des répondants ont indiqué vouloir se lancer dans une nouvelle activité mais ne pas pouvoir le faire. Cette situation est particulièrement répandue chez les ruraux et chez les femmes. Les activités en question sont en majorité des activités de commerce, suivies d'activités agricoles et d'élevage. Le manque d'argent est de loin la raison la plus couramment évoquée pour ne pas démarrer une nouvelle activité.

- Au cours des 12 mois précédant l'enquête, les revenus des ménages ont été négativement affectés par la hausse des prix des biens alimentaires, des problèmes de santé et des inondations. Au cours de la même période, un tiers des ménages a été contraint de réduire sa consommation alimentaire, pour cause de la maladie d'un membre du ménage, de la perte des cultures, de la perte d'un actif de production ou de la perte d'un emploi.

- Le recours au réseau – famille et amis – est le mécanisme privilégié de gestion des chocs dans toutes les communes en dehors de celles de la région de Matam où les ménages ont recours en priorité à la vente de bétail pour faire face à un choc.

- Les ménages dakarois et ceux de la commune urbaine de Bambey envisagent de développer une activité commerciale s'ils recevaient un transfert monétaire de 50,000 FCFA tandis que les ménages des autres communes utiliseraient cette somme en premier lieu pour subvenir à leurs besoins alimentaires.

- 75% des ménages préfèrent recevoir une grosse somme d'argent en une seule fois plutôt que de petites sommes chaque mois pendant 2 ans. La commune de Bandafassi fait figure d'exception avec 4 ménages sur 10 ayant une préférence pour des transferts plus petits mais plus réguliers.

- L'épargne formelle dans une institution bancaire est quasiment inexistante, l'épargne mobile gagne progressivement du terrain mais les groupes d'épargne traditionnels restent de loin la méthode d'épargne privilégiée des ménages.

- Dans 65% des ménages interrogés, un membre du ménage au moins était malade ou accidenté au cours du mois précédent l'enquête et 21% d'entre eux n'ont pas eu accès aux soins.

- La situation du marché de l'emploi est préoccupante en particulier pour les jeunes qui ont d'importantes difficultés à trouver des emplois. Dans les régions rurales, l'agriculture demeure un important secteur d'emploi des jeunes tandis qu'à Dakar, les jeunes se partagent entre commerce, auto-emploi non agricole et salariat non agricole.

- Les jeunes sans emploi sont souvent contraints à travailler comme manœuvre, malgré la faible rémunération et la difficulté physique de ce type d'emploi. Dans la région de Kédougou, les jeunes se tournent vers l'orpaillage, attirés par la perspective de gains rapides.

- Les jeunes sont majoritairement motivés par des formations professionnelles aux métiers de tailleur, de coiffeur et aux autres métiers de l'artisanat. Les formations en informatique et dans le domaine de la santé sont également très prisées. Enfin, 12% des jeunes interrogés dans l'enquête quantitative souhaitent apprendre à lire et écrire.

1. Les données utilisées dans l'analyse

Le présent rapport utilise deux bases de données : i) des données quantitatives et ii) des données qualitatives. Les données quantitatives ont été collectées entre le 1^{er} et le 9 septembre 2016 dans huit communes réparties dans 4 régions auprès de 481 ménages. Elles ont été collectées au niveau du ménage et très peu d'information est disponible au niveau individuel en dehors de l'âge et de sexe du répondant. Les données qualitatives ont été collectées entre mai et juin 2016 dans cinq communes dont trois des huit communes ciblées par l'enquête quantitative (Rufisque, Djedjah Thiaroye Kao et Kédougou). Les deux communes qui diffèrent sont celles de Kanel (région de Matam) et de Médina Yoro Foulah (région de Kolda). L'enquête qualitative a ciblé 209 personnes au total. Ces individus étaient soit des personnes issues de ménages bénéficiaires du PNBSF (82), soit des individus issus de ménages perçus par la communauté comme étant relativement plus productifs soit des que les ménages du PNBSF (88) soit des informateurs clés (39).

2. Caractéristiques des ménages de l'enquête quantitative

La majorité des répondants sont des femmes (67%) et près de 8 ménages interrogés sur 10 sont bénéficiaires du Programme National de Bourse de Sécurité Familiale (PNBSF) (Tableau 1). En moyenne, les ménages comprennent tous plus de 10 membres par ménage. Le nombre moyen maximum de membres par ménage est de 17 membres à Hamady Ounare dans la région de Matam. Les ménages sont composés à 55% en moyenne d'individus en âge de travailler indiquant le poids important des enfants et des personnes en âge d'être à la retraite. Les ménages urbains de Dakar sont ceux où le poids des individus de moins de 15 ans et des plus de 64 ans est le plus faible.

Tableau 1 : Caractéristiques des ménages enquêtés par commune

Région Commune	Diourbel		Kédougou		Matam		Dakar		Total
	Bambey (U)	Lambaye (R)	Bandafassi (R)	Kédougou (U)	Hamady Ounare (U)	Ouro Sidy (R)	Djidjah Thiaroye (U)	Rufisque (U)	
Milieu	Urbain	Rural	Rural	Urbain	Urbain	Rural	Urbain	Urbain	
Taille du ménage	12	16	10	11	17	15	13	11	13
% 15-64 ans par ménage	58	50	53	56	56	49	61	62	55
Chef de ménage est une femme (%)	38	17	13	28	49	26	42	53	31
Ménage bénéficiaire bourse familiale (%)	77	74	91	72	76	81	78	71	79
Le répondant est une femme (%)	74	66	59	64	80	59	68	78	67
<i>Le répondant peut lire ou écrire en français (%)</i>									
Homme	25	21	29	21	22	24	68	54	32
Femme	11	2	10	16	0	11	34	44	16
<i>Niveau d'éducation du répondant (%)</i>									

Jamais scolarisé	74	59	43	46	42	44	33	38	31
Enseignement coranique	13	30	35	33	51	46	18	19	47
Primaire	4	4	18	8	7	6	35	33	15
Secondaire	9	7	4	13	0	4	13	10	7

Source : Enquête quantitative. (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

Le niveau moyen d'éducation des répondants est nettement plus élevé en zone urbaine que rurale. Les régions de Matam et de Diourbel sont celles où la proportion de répondants ayant été à l'école formelle est la plus faible. En effet, seul 9% des répondants à Matam et 12% des répondants à Diourbel ont été scolarisés dans le circuit formel.

3. Emploi des ménages

3.1. Situation de l'emploi

Dans toutes les communes ciblées par l'enquête qualitative, le constat est le même : celui d'un marché du travail où les opportunités d'emploi sont très faibles, en particulier pour les jeunes dont la majorité est au chômage. Dans ces communes, les femmes tentent partiellement de prendre le relais en pratiquant le petit commerce qui est souvent un choix par défaut et qu'elles ne peuvent pas mener à une plus grande échelle faute de fond.

Les habitants des zones rurales sont encore très dépendants de l'agriculture, qui ne leur permet cependant pas de subvenir à leurs besoins toute l'année compte tenu de la faiblesse des rendements. La région rurale de Kolda a récemment souffert de la fermeture de la frontière entre la Gambie et le Sénégal qui est survenue plusieurs mois en 2016 dû à des tensions entre les deux pays et qui a réduit l'ampleur du commerce transfrontalier.

A la question de savoir quels sont les meilleurs emplois dans la communauté, la réponse est unanime : un bon emploi est un emploi rémunérateur quel que soit le type d'emploi ou le secteur d'activité, à l'exception de l'orpaillage pour sa dangerosité et de la coupe abusive de bois pour son caractère illicite.

Les métiers de l'artisanat et de l'entrepreneuriat non agricole (menuisier, mécanicien, soudeur, tailleur, couturier, maçon, bijoutiers, etc.) sont cités dans toutes les communes comme des bons emplois offrant des opportunités intéressantes à ceux qui possèdent le savoir-faire nécessaire.

Dans les communes de Kanel, Kédougou et particulièrement Médina Yoro Foula, les métiers agricoles et de l'élevage sont importants et sont considérés comme de bons emplois si les conditions climatiques sont favorables et si le ménage a les moyens de se procurer les intrants nécessaires.

La grande majorité des emplois demeure dans le secteur informel, ce qui signifie que les travailleurs sont le plus souvent sans contrat. Parmi les personnes interrogées, les travailleurs du secteur formel sont une minorité. Ils sont quelques-uns dans la commune de Rufisque à être embauché par la mairie ou encore par la cimenterie.

Peu de métiers sont mixtes. Les métiers à dominante féminine sont les activités commerciales en particulier de produits maraîchers, ainsi que les métiers de lingère, de femme de ménage ou

encore les activités de transformations de produits agricoles. Le petit commerce pratiqué par les femmes est très répandue et permet aux femmes sans qualification ni capital de dégager un revenu.

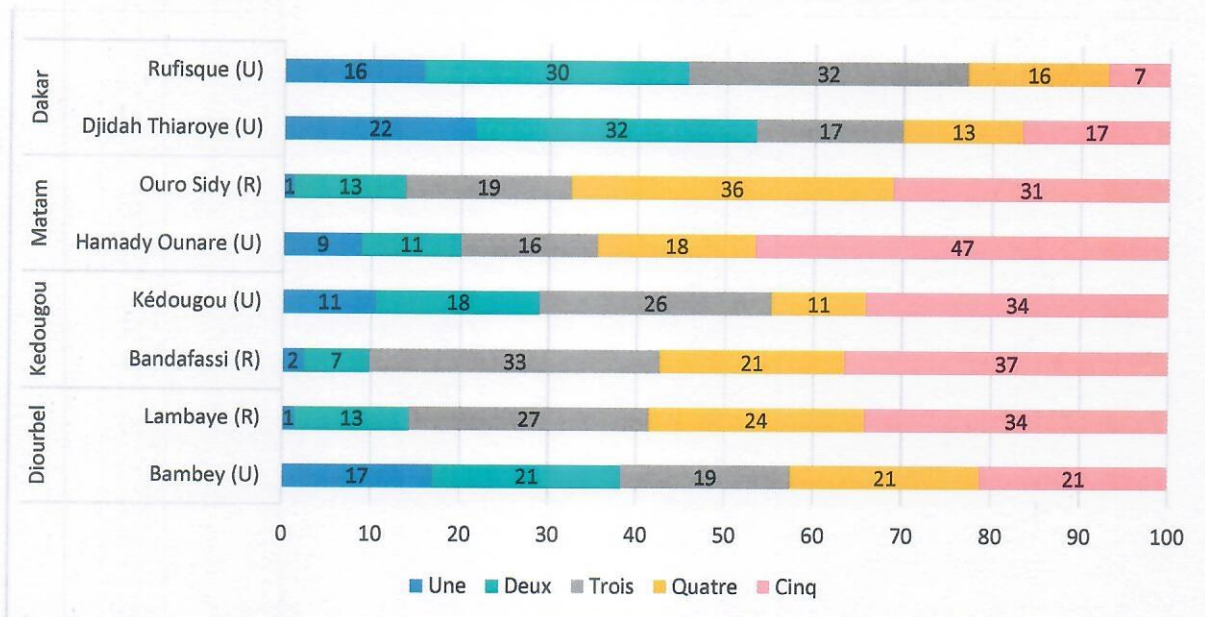
Les métiers de l'artisanat de type menuisier, maçon, mécanicien, ainsi que les métiers de chauffeur, gardien, manœuvre sont exclusivement masculins. Les hommes jeunes sans qualification se retrouvent souvent obligés d'accepter des métiers de manœuvre qui sont physiquement éprouvants et très peu rémunérés.

3.2. Nombre d'activités génératrices de revenu par ménages

Dakar
MATAM
La multiplication des activités au sein d'un même ménage est une caractéristique plus prégnante en milieu rural qu'urbain. La moitié des ménages urbains de la région de Dakar n'a qu'une ou deux activités génératrices de revenu (AGR) tandis qu'à Matam et dans les communes rurales de Bandafassi et Lambaye, les ménages ayant au maximum deux activités représentent moins de 20% des ménages. Dans la commune de Hamady Ounare, 47% des ménages cumulent 5 activités génératrices de revenu tandis qu'à Ouro Sidy, près de 7 ménages sur 10 ont au moins quatre AGR (Figure 1).

Il n'est pas évident de conclure avec certitude sur le lien entre la taille du ménage et le nombre d'AGR par ménages. On pourrait penser que le nombre d'AGR effectuées par ménage est croissant avec la taille du ménage ou avec la part d'individu en âge de travailler dans le ménage mais ce lien n'est pas évident. En effet, la commune de Bandafassi où le nombre moyen de membres par ménages est le plus faible (10), le taux de multi activité est beaucoup plus élevé qu'à Djidah Thiaoroye où les ménages sont composés en moyenne de 13 membres. Il est probable que la multiplication des activités reflète davantage la précarité et le faible niveau de rémunération des emplois, qui semble être une situation plus courante en milieu rural.

Figure 1 : Nombre d'activités exercées par ménage et par communes (%)



Source : Enquête quantitative. (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

3.3. Secteur d'activité

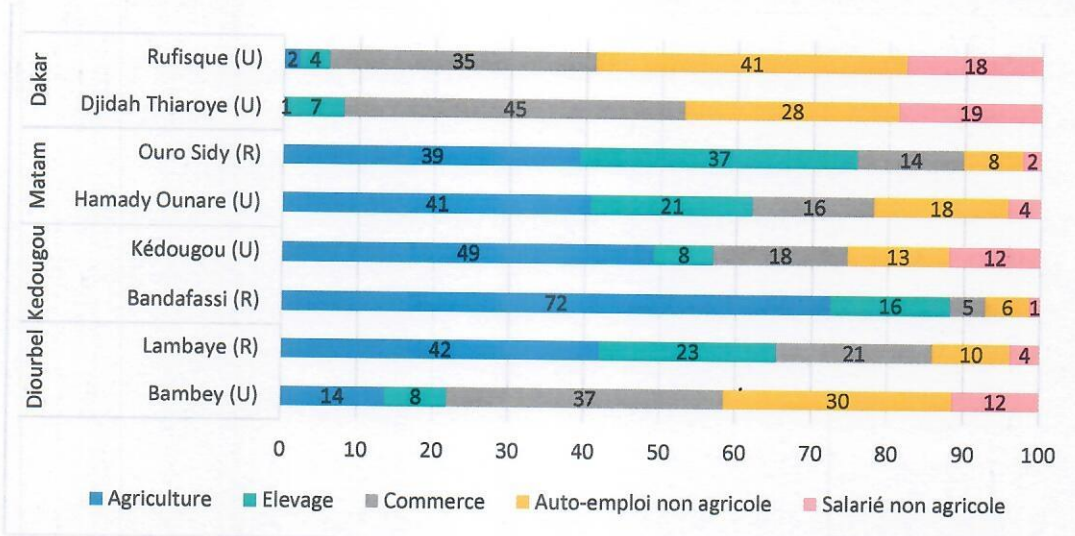
Les principaux secteurs d'activités des communes urbaines de Dakar sont les emplois en dehors du secteur agricole tels que la menuiserie, la maçonnerie ou encore la mécanique chez les hommes tandis que les femmes se consacrent essentiellement au petit commerce. Les hommes sans compétence techniques se rabattent souvent sur le métier de manœuvre. L'enquête quantitative montre que le commerce est l'activité principale à Dakar et représente 40% des activités effectuées par les ménages suivi de l'auto-emploi non agricole (34%) et des emplois salariés non agricoles (18%) (Figure 2). Les ménages de la commune urbaine de Bambey travaillent dans les mêmes secteurs d'activités qu'à Dakar à savoir le commerce et les emplois non -agricole.

L'emploi en zone rurale se partage entre les activités agricoles et l'élevage. Kédougou est la région où le poids de l'agriculture est le plus fort dans la mesure où l'agriculture est citée par 88% des ménages comme leur activité principale et par 89% des ménages comme leur activité secondaire. L'enquête qualitative révèle que l'orpillage est une activité importante dans la commune de Kédougou, en particulier pour les jeunes.

A Matam, l'agriculture occupe 40% des emplois suivi de l'élevage (31%). Cette région est celle qui concentre le plus d'activités d'élevage, en particulier dans la commune d'Ouro Sidy où l'élevage représente 37% des activités des ménages.

La région de Diourbel se distingue par la très forte différence des secteurs d'activités entre la commune située en zone rurale (Lambaye) et celle située en zone urbaine (Bambey). A Bambey, l'agriculture et l'élevage ne représentent que 22% des activités génératrices de revenu des ménages contre plus de 60% à Lambaye (Figure 2).

Figure 2 : Part de chaque secteur d'activité dans les 5 activités pratiquées par les ménages (%)



Source : Enquête quantitative. (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

Les activités agricoles et d'élevage sont les seules activités véritablement mixtes (Figure 3). Chez près de 8 ménages sur 10, les activités agricoles sont effectuées par les hommes et par les femmes. Aucune différence de genre notable n'apparaît lorsque l'on désagrège entre agriculture vivrière et agriculture de rente. En effet, 72% des ménages pratiquant l'agriculture de rente et 75% des ménages pratiquant l'agriculture vivrière emploient indifféremment femmes et hommes.

L'élevage est une activité mixte qui est pratiqué dans 52% des ménages par les hommes et les femmes. Cependant, d'importantes différences apparaissent selon le type de bétail considéré. Les activités d'élevage de petit bétail –chèvre, lapin, porc et poulet – sont effectivement mixtes mais l'élevage des bovins, ânes et chevaux est une activité majoritairement masculine. En effet, 61% des ménages ayant des bovins confient leur gestion exclusivement aux hommes, 6% seulement les confient aux femmes et 33% aux personnes des deux sexes.

Le commerce est une activité dominée par les femmes dans la mesure où, dans 68% des ménages ayant une activité commerciale, cette activité est réalisée par les femmes. Kédougou est la région où les hommes sont le plus présents dans le commerce. En effet, 34% des activités commerciales des ménages vivant dans la région de Kédougou sont réalisées par les hommes. Cela s'explique par le fait que 70% des ménages ayant comme activité la vente de charbon vivent dans la région de Kédougou et que cette activité est essentiellement masculine.

A l'inverse, l'auto-emploi non agricole et les activités salariés sont des activités essentiellement masculines.

Figure 3 : Genre par secteur d'activité (%)

Figure 3a : Agriculture

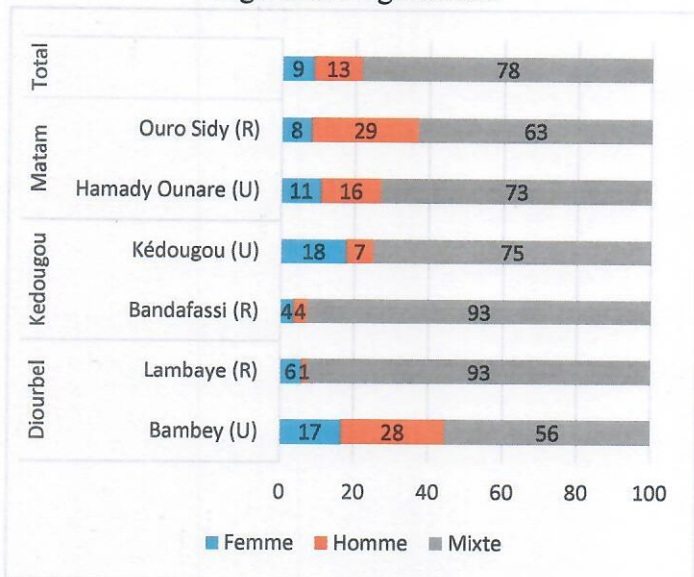


Figure 3b : Elevage

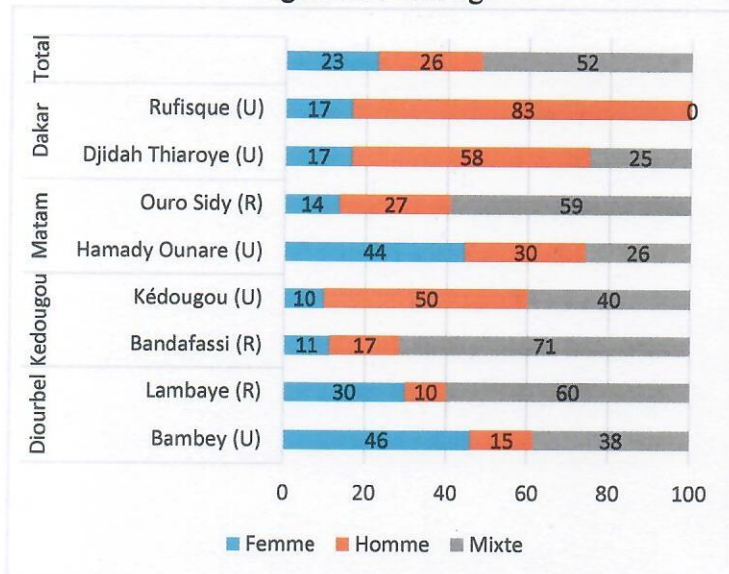


Figure 3c : Commerce

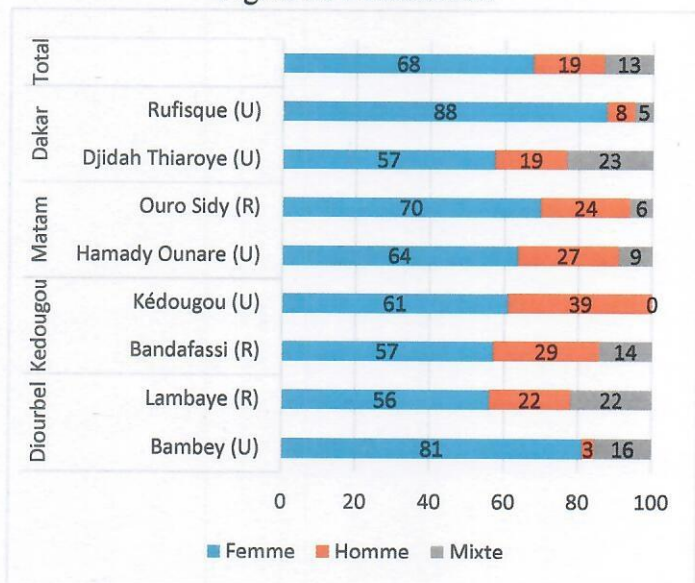


Figure 3d : Auto-emploi non agricole

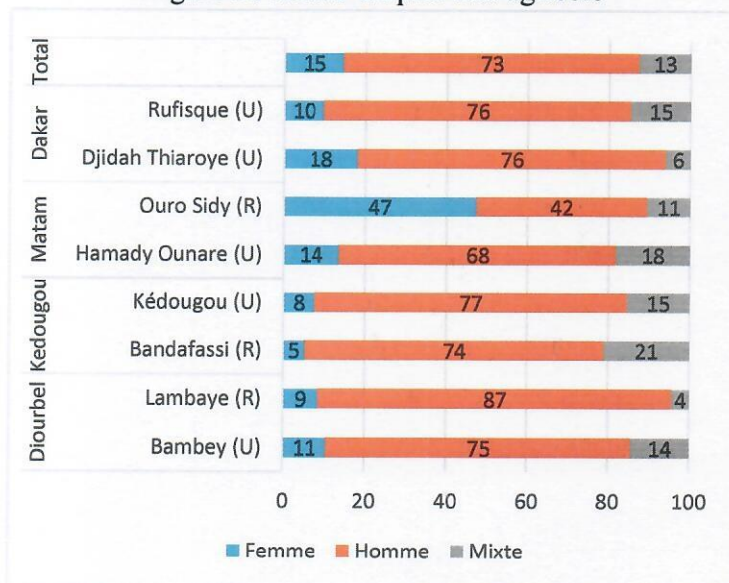
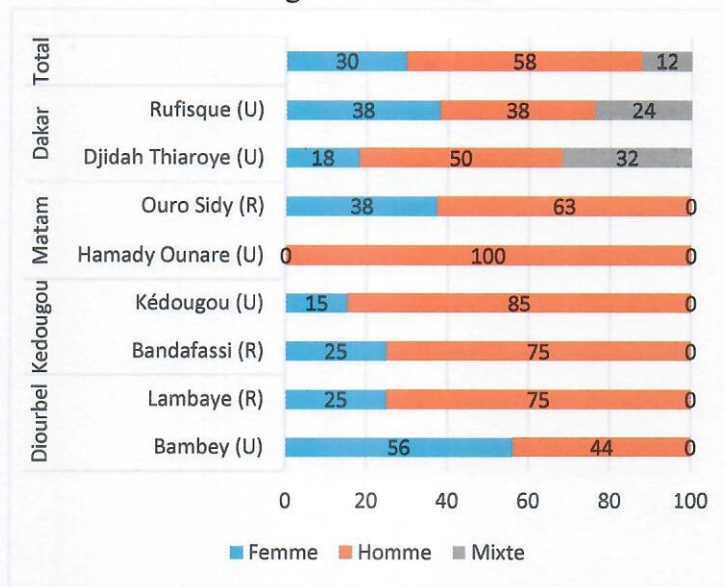


Figure 3e : Salariat



Source : Enquête quantitative. (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

3.4. Diversification des activités

La plupart des hommes vivant dans les communes visées par l'enquête qualitative ont plusieurs activités. Il s'agit de multiples emplois non agricoles en zone urbaine comme maçon et électricien, menuisier, éboueur et manœuvre ou encore cordonnier et gardien. En zone rurale, l'agriculture fait presque toujours partie du paysage et les hommes exercent une ou plusieurs autres activités pendant la saison sèche telles que l'élevage ou le commerce. De façon générale, les femmes sont moins concernées par la multi-activité même si elles sont toutefois nombreuses à jongler entre plusieurs métiers. Il s'agit souvent de commerce et de maraichage, de commerce et de restauration ou encore d'activités de ménage comme être femme de ménage et lingère à la fois.

Multiplier les activités ne signifie pas nécessairement multiplier les secteurs d'activités, comme l'indique le tableau 2. Près d'un ménage sur cinq ayant répondu à l'enquête quantitative ne diversifie par les secteurs d'activités de ses activités génératrices de revenu (Tableau 2). L'absence de diversification des secteurs d'activité est une situation particulièrement répandue dans les communes de Djidah Thiaroye et de Bandafassi. Le fait que tous les membres d'un ménage travaillent dans le même secteur d'activité n'a pas les mêmes implications selon le secteur considéré. La vulnérabilité du ménage est plus grande quand il s'agit du secteur agricole, qui est très fortement dépendant des conditions climatiques. Ainsi, les ménages de Bandafassi et de Kédougou apparaissent comme particulièrement vulnérables dans la mesure où respectivement 28% et 18% des ménages de ces deux communes travaillent exclusivement dans l'agriculture.

Tableau 2 : Part des ménages dont les activités sont dans le même secteur (%)

	Diourbel	Kédougou	Matam	Dakar	Total
--	----------	----------	-------	-------	-------

	Bambey (U)	Lambaye (R)	Bandafassi (R)	Kédougou (U)	Hamady Ounare (U)	Ouro Sidy (R)	Djidah Thiaroye (U)	Rufisque (U)	
Agriculture exclusivement	2	4	28	18	9	3	0	0	8
Elevage exclusivement	0	0	0	0	7	1	0	0	1
Commerce exclusivement	13	0	0	3	2	1	17	7	5
Auto-emploi non agricole exclusivement	6	1	0	0	2	1	10	10	4
Salariat non agricole exclusivement	2	0	0	3	0	0	7	2	1
Total	23	6	28	23	20	6	33	19	19

Source : Enquête quantitative. (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

Tableau 3 : Diversification des activités des ménages (%)

	Diourbel		Kédougou		Matam		Dakar		Total
	Bambey (U)	Lambaye (R)	Bandafassi (R)	Kédougou (U)	Hamady Ounare (U)	Ouro Sidy (R)	Djidah Thiaroye (U)	Rufisque (U)	
Un seul secteur d'activité	23	6	28	24	20	6	33	19	19
Agriculture et élevage	0	23	30	8	4	33	0	0	15
Agriculture et commerce	9	7	13	8	4	7	0	3	7
Agriculture et auto-emploi non agricole	4	3	11	3	9	0	0	0	4
Agriculture et salariat	0	4	2	3	0	0	0	0	1
Elevage et commerce	2	23	1	8	18	23	8	5	11
Elevage et auto-emploi non agricole	4	4	9	0	11	16	2	2	7
Elevage et salariat	2	1	1	8	7	4	0	0	3
Commerce et auto-emploi non agricole	26	23	2	18	22	5	27	35	18
Commerce et salariat	11	4	0	8	0	5	13	11	6
Auto-emploi non agricole et salariat	19	1	1	13	4	1	17	25	9

Source : Enquête quantitative. Note : (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale. Les chiffres en gras correspondent à la situation la plus répandue dans la commune

Le tableau 3 explore les combinaisons de secteurs d'activité effectuées par les ménages dans les différentes communes. La combinaison d'activités commerciales et d'auto-emploi non-agricole est la situation la plus courante dans la moitié des communes couvertes par l'enquête dont trois communes urbaines (Bambey, Hamady Ounare et Rufisque) et une commune rurale (Lambaye). Lambaye apparaît nettement comme la commune où les activités des ménages sont les plus diversifiées avec une part égale des ménages (23%) combinant agriculture/élevage, élevage/commerce et commerce/auto-emploi non agricole. A Bandafassi et Ouro Sidy, les ménages qui souhaitent diversifier leurs activités pratiquent essentiellement l'agriculture et l'élevage.

3.5. Précarité de l'emploi

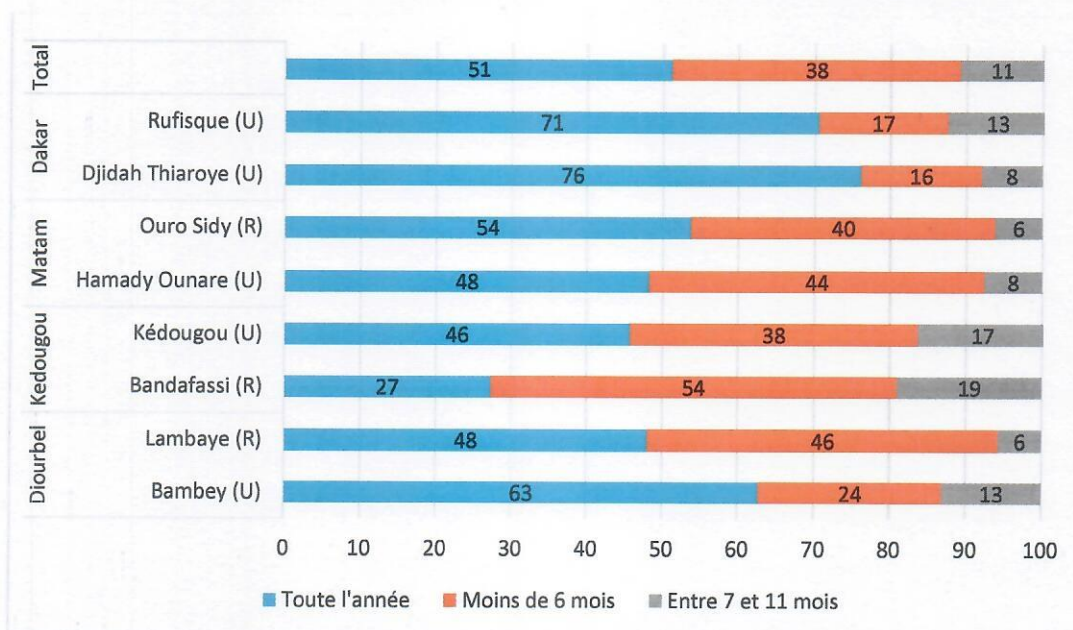
Le caractère saisonnier et occasionnel des activités exercées par les ménages est un indicateur de la précarité des emplois dans la mesure où il est synonyme d'instabilité des revenus des ménages.

Les ménages urbains de Dakar ainsi que les ménages résidant à Bambey sont ceux dont les emplois sont les plus stables dans la mesure où 73% des emplois exercés par les ménages de la région de Dakar et 63% des emplois des ménages de la commune de Bambey sont des emplois continus, qu'ils exercent toute l'année. A l'inverse, chez les ménages ruraux, la part des activités occupant les ménages moins de 6 mois par an est forte reflétant le caractère saisonnier du travail agricole. A Bandafassi, en moyenne seules 27% des activités exercées par les ménages sont des activités qui s'exercent toute l'année (Figure 4).

La désagrégation par secteur confirme le caractère saisonnier des activités agricoles au Sénégal (Figure 5). Seules 7% des activités agricoles occupent les ménages toute l'année contre plus de 70% des emplois dans les autres secteurs d'activités.

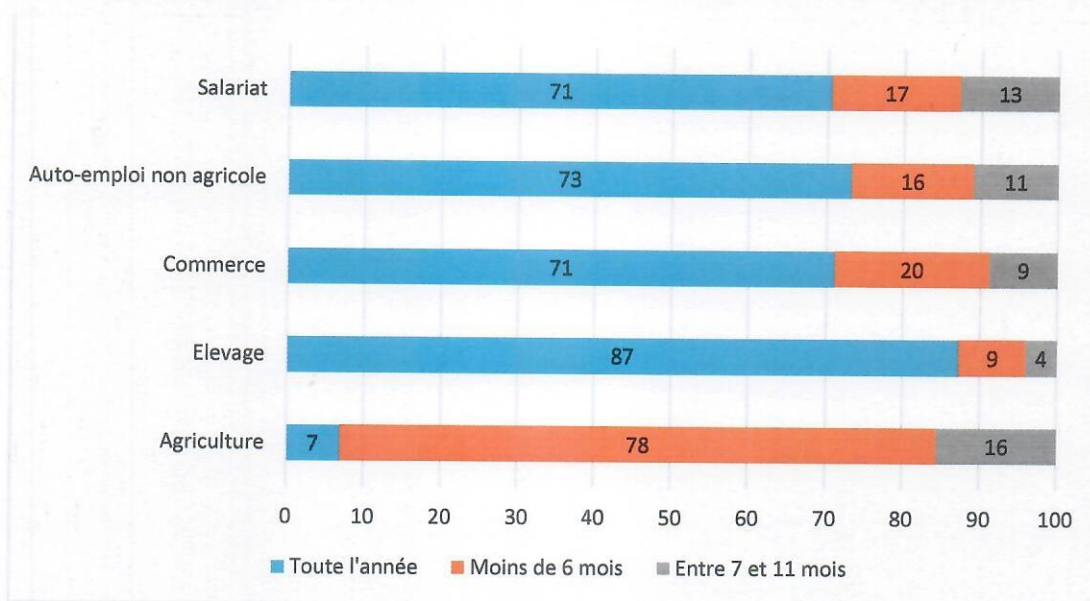
Si l'on désagrège entre homme et femme, on observe que les activités occupées exclusivement par les femmes sont moins stables que les activités effectuées exclusivement par les hommes. En moyenne, 58% des activités occupées par les femmes sont des activités continues tout au long de l'année contre 64% dans le cas des hommes. Les différences les plus importantes apparaissent dans les communes de Lambaye et de Kédougou où respectivement 26% et 40% des emplois effectués par les femmes sont des emplois de moins de 6 mois contre seulement 11% et 24% chez les hommes (Tableau 4).

Figure 4 : Part des emplois occasionnels et continus par commune (%)



Source : Enquête quantitative. (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

Figure 5 : Part des emplois occasionnels et continus par secteur d'activité (%)



Source : Enquête quantitative.

Tableau 4 : Part des emplois occasionnels et continus par commune et par genre (%)

Region	Commune	Toute l'année		Moins de 6 mois		Entre 7 et 11 mois	
		Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Diourbel	Bambey (U)	70	63	23	21	7	16
	Lambaye (R)	80	67	11	26	9	7
Kédougou	Bandafassi (R)	41	33	39	44	20	23
	Kédougou (U)	72	46	24	40	4	14
Matam	Hamady Ounare (U)	57	52	33	42	10	6
	Ouro Sidy (R)	53	54	41	37	6	10
Dakar	Djidah Thiaroye (U)	79	72	14	18	7	10
	Rufisque (U)	72	68	14	18	13	13
Total		64	58	26	30	9	12

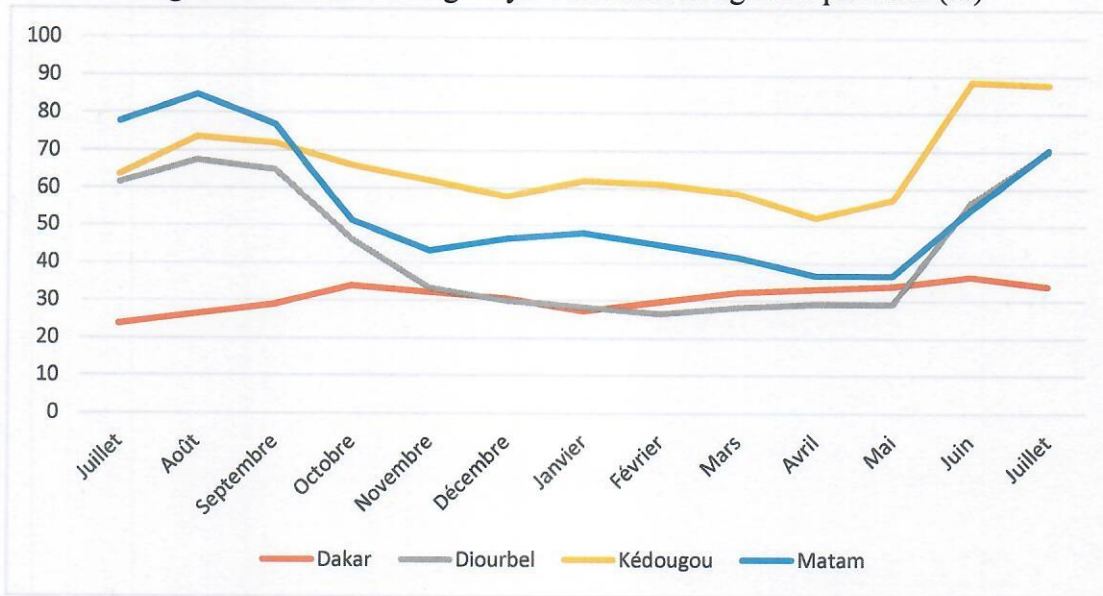
Source : Enquête quantitative. (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

3.6. Saisonnalité des activités agricoles

La saisonnalité concerne en priorité les emplois agricoles. La figure 6 représente la part des ménages engagés dans un emploi agricole entre juillet 2015 et juillet 2016.

La saisonnalité des emplois agricoles est forte avec une activité agricole qui atteint son pic en juillet (période des plantations) et qui décroît jusqu'à atteindre son point le plus bas en avril de l'année suivante. La saisonnalité des emplois est particulièrement marquée dans les régions de Diourbel et Matam. La part des ménages engagés dans une activité agricole baisse de respectivement 33 et 36 points de pourcentage entre juillet 2015 et avril 2016 à Diourbel et Matam.

Figure 6 : Part des ménages ayant une activité agricole par mois (%)



Source : Enquête quantitative.

Le calendrier agricole n'est pas sans conséquence sur la sécurité alimentaire des ménages. La figure 7 présente la part des ménages ayant eu des difficultés à nourrir l'ensemble des membres du ménage par mois entre juillet 2015 et juillet 2016. Sans surprise, les mois les plus difficiles sont entre avril et septembre ce qui correspond à la période où les stocks de biens alimentaires s'épuisent et aux mois où les prix des biens alimentaires flambent sur les marchés du fait de la période de soudure. Il est intéressant de noter que les bénéficiaires ont connu des problèmes de sécurité alimentaire plus tardivement que les non-bénéficiaires. En effet, la part des non-bénéficiaires ayant des problèmes de sécurité alimentaire a augmenté dès janvier 2016 alors même que les bénéficiaires n'ont vu les difficultés alimentaires s'accroître qu'à partir d'avril.

Figures 7 : Ménages sans assez de nourriture pour nourrir leur ménage (%)



Source : Enquête quantitative.

4. Contraintes à l'emploi

Les données quantitatives et qualitatives se rejoignent quant aux principales contraintes identifiées par les ménages. L'enquête quantitative s'intéresse aux obstacles empêchant les ménages d'accroître la rentabilité de leur emploi tandis que l'enquête qualitative s'intéresse aux principales difficultés éprouvées par les ménages. Bien que plus générale, la question posée par l'enquête qualitative apporte des réponses similaires à celles identifiées par le travail quantitatif. Les tableaux 5 et 6 résument ainsi les principales contraintes.

Le manque de moyens financiers apparaît partout comme la contrainte numéro un des ménages pour développer leurs activités, à l'exception toutefois de la commune de Médina Yoro Foula où l'enclavement est ressenti comme la première des contraintes (Tableau 6). Dans les communes urbaines de Djeddah Thiaroye Kao et Rufisque, le manque d'argent est vu chez les hommes comme un frein à la création et/ou à l'expansion d'activités non agricoles et par les femmes comme un frein au développement du commerce. Dans les communes rurales, le manque d'argent et de crédit empêche les ménages d'acheter les intrants nécessaires au travail agricole et/ou d'acheter de l'aliment pour bétail et de soigner les animaux.

Le manque de capital est un problème d'autant plus grand que l'accès au crédit est excessivement limité. Le manque d'accès au crédit revient comme une doléance importante dans toutes les communes à l'exception de celle de Médina Yoro Foula.

L'enquête quantitative confirme le manque intrants agricoles en zone rurale (Tableau 5). L'enquête qualitative met également en lumière la difficulté des agriculteurs à accéder aux semences à temps et le manque de matériel agricole (Tableau 6). Les éleveurs souffrent quant à eux du manque de pâturage et du manque d'accès aux soins du bétail.

Comme indiqué précédemment, les ménages impliqués dans des activités commerciales pâtissent du manque d'argent, d'accès au crédit et à la faiblesse de la demande (Tableau 5). En zone urbaine, les dettes impayées des clients et le nombre important de commerçants en comparaison du faible pouvoir d'achat des populations constituent pour les commerçants de Rufisque et Djeddah Thiaroye Kao d'importantes difficultés (Tableau 6). Les activités artisanales, tout comme les activités commerciales, souffrent du manque de clients et de la forte concurrence mais également du manque d'emplacement.

Dans les régions rurales de Kédougou et de Kolda, le commerce est entravé par le mauvais état des routes qui renchérit fortement les coûts à commercer et contribue à l'inflation des biens alimentaires, en particulier à Kolda.

L'insécurité est une source de préoccupation forte des commerçants de Djeddah Thiaroye Kao tandis qu'à Rufisque, la cherté des soins est un problème majeur évoqué par les commerçants.

Tableau 5 : Eléments susceptibles d'améliorer la rentabilité des activités des ménages (%)

Agriculture		Elevage		
1	Intrants agricoles	59.7	Plus de pâturage	29.7
2	Accès à l'eau	9.0	Santé du bétail	26.9
3	Climat stable	5.7	Dons en argent	12.1

4	Compétences technique	5.0	Intrants agricoles	6.2
5	Dons en argent	4.8	Prix intrants plus stable	3.4
6	Meilleur accès à la terre	2.8	Accès au crédit	2.8
7	Intrants non-agricoles	2.7	Accès à l'eau	2.5
8	Accès au crédit	2.2	Plus de stocks	2.5
9	Association	1.5	Plus de clients	1.9
10	Diversification à d'autres activités	1.2	Intrants non-agricoles	1.9
Commerce			Auto-emploi non agricole	
1	Dons en argent	32.8	Plus de clients	36.2
2	Plus de clients	25.2	Intrants non-agricoles	15.8
3	Accès au crédit	14.3	Dons en argent	14.7
4	Intrants non-agricoles	4.9	Accès au crédit	4.9
5	Diversification à d'autres activités	4.0	Diversification à d'autres activités	4.5
6	Plus de stocks	3.6	Compétences technique	4.2
7	Prix output plus stable	3.0	Avoir un moyen de transport	3.0
8	Intrants agricoles	1.8	Conserver son travail	1.9
9	Compétences technique	0.9	Main d'œuvre	1.5
10	Plus d'épargne	0.9	Main d'œuvre plus qualifiée	1.1
Salarié				
1	Dons en argent	16.7		
2	Plus de clients	15.9		
3	Diversification à d'autres activités	10.3		
4	Conserver son emploi	8.7		
5	Intrants non-agricoles	7.1		
6	Compétences technique	7.1		
7	Hausse salaire	6.3		
8	Accès au crédit	4.0		
9	Avoir un moyen de transport	3.2		
10	Climat stable	1.6		

Source : Enquête quantitative.

Tableau 6 : Principales difficultés rencontrées par les ménages par secteur d'activité et par commune

Djeddah Thiaroye Kao	Rufisque Nord	Kanel
Commerce	Commerce	Commerce
Manque de moyens financiers	Manque de moyens financiers	Manque de moyens financiers
Dettes impayées des clients	Dettes impayés des clients	Saturation du marché/concurrence
Saturation du marché/concurrence	Saturation du marché/concurrence	Manque d'accès au crédit
Insécurité	Cherté des soins de santé	Faible pouvoir d'achat
Manque d'accès au crédit	Manque d'accès au crédit	Dettes impayés des clients
Artisanat	Artisanat	Agriculture
Manque de moyens financiers	Manque de moyens financiers	Manque de moyens financiers
Manque de clients	Concurrence déloyale	Manque de pâturage
Manque d'emplacement	Manque de respect des conditions de travail	Non disponibilité des semences à temps
Concurrence	Manque d'accès au crédit	Manque de moyens matériels
Occupation de la voie publique	Absence d'emplacement	Manque d'appui à la culture de décrue

Kédougou	Médina Yoro Foula
Commerce	Commerce
Manque de moyens financiers	Enclavement
Mauvais état des routes	Manque de moyens financiers
Manque d'accès au crédit	Inflation du prix des denrées
Manque de garantie	Mauvais état des routes
Agriculture	Agriculture
Manque de moyens financiers	Enclavement
Difficulté d'accès aux semences	Non disponibilité des semences à temps
Divagation des animaux	Manque de moyens financiers
Manque de matériel agricole	Difficulté d'écoulement de la production

Source : Enquête qualitative.

4.1. Contraintes au démarrage d'une nouvelle activité

Près de six répondants sur 10 ont indiqué vouloir se lancer dans une nouvelle activité mais ne pas pouvoir le faire. Cette situation semble plus répandue dans les régions rurales : respectivement 72% et 64% des répondants vivant dans les régions de Matam et de Kédougou ont exprimés la volonté de démarrer une nouvelle activité sans en avoir la capacité, contre seulement 42% des personnes interrogés à Dakar et 51% à Diourbel.

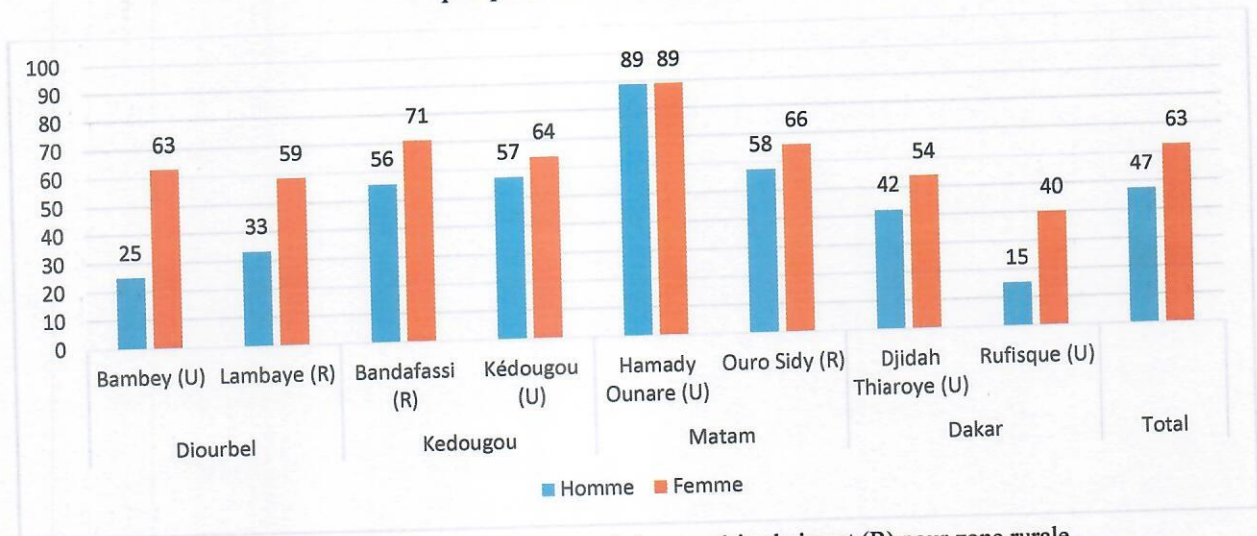
Cette situation est plus répandue chez les femmes (63%) que chez les hommes (47%). La différence entre homme et femme est particulièrement forte à Rufisque, Bambey et Lambaye où les contraintes au démarrage de nouvelles activités semblent très réduites chez les hommes mais encore importante chez les femmes. Si seuls 15% des hommes vivant à Rufisque ont exprimés cette frustration de ne pas pouvoir démarrer une nouvelle activité, les femmes sont en revanche 40% à déclarer être dans cette situation (Figure 8).

Les activités en question sont en majorité des activités de commerce, suivis d'activité agricoles et d'élevage (Tableau 7). On note que les femmes expriment en priorité le souhait de développer le petit commerce tandis que les hommes voient généralement plus grand et sont plus nombreux à vouloir ouvrir leurs propres boutiques. Chez les hommes, l'élevage et l'agriculture arrivent en position numéro 2 et numéro 3 des souhaits derrière l'ouverture d'un commerce. Du côté des femmes, le commerce est très nettement l'activité privilégiée, qu'il s'agisse de petit commerce ambulant (24%), de l'ouverture d'une boutique (17%) ou de la vente de produits agricoles (13%).

La raison la plus couramment évoquée (dans 75% des cas) pour ne pas démarrer une nouvelle activité est le manque d'argent, suivie du manque de relation (7%) et du manque de temps (3%).

20% des femmes interrogées ont déclarés ne pas pouvoir exercer certaines activités du fait de leur sexe. Elles sont plus nombreuses dans les régions rurales : 34% à Matam et 30% à Kédougou contre seulement 10% et 9% à Dakar et Diourbel. Les activités que les femmes sont dans l'incapacité de faire en raison de leur sexe sont sensiblement les mêmes que les activités qu'elles ne peuvent pas entreprendre par manque d'argent. Il s'agit en priorité de petit commerce et d'agriculture, suivis d'activité salarié comme femme de ménage par exemple.

Figure 8 : Part des répondants ayant indiqués vouloir pratiquer de nouvelles activités mais ne pas pouvoir le faire (%)



Source : Enquête quantitative. (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

Tableau 7 : Type d'activité souhaité par les répondants (%)

	Total	Homme	Femme
Petit commerce/commerce ambulant	19	5	24
Commerce formel/boutique	19	24	17
Agriculture	12	17	10
Commerce de produits agricoles	11	4	13
Elevage	11	20	7
Salarié	9	4	11
Auto emploi non agricole	6	12	4
Tontine	4	3	5
Commerce de produits de l'élevage	4	5	3
Autre	4	5	3

5. Chocs subis par les ménages

5.1. Chocs subis par les ménages au cours de 12 derniers mois

Au cours des 12 mois précédant l'enquête, les revenus des ménages ont été négativement affectés par de nombreux événements, en particulier par i) la hausse des prix des biens alimentaires qui a affecté 58% des ménages, ii) les problèmes de santé liés à une maladie ou un accident (50%) et iii) les inondations (41%). Il est intéressant de noter que la hausse des prix des biens alimentaires affecte aussi bien les ménages urbains que ruraux, confirmant le fait que beaucoup d'agriculteurs sont consommateurs nets de biens alimentaires.

Le tableau 8 indique que la santé est une préoccupation majeure des ménages et que les problèmes de santé ont d'importantes répercussions sur les revenus gagnés par les ménages. En effet, un ménage sur deux a souffert de la maladie ou de l'accident d'un ou plusieurs membres du ménage. La proportion de ménages affectés par des problèmes de santé dépasse la moyenne nationale dans la région de Matam, de Kédougou ainsi que dans la commune urbaine de Djidah Thiaroye.

Les inondations sont sans surprise un problème plus courant dans les régions agricoles comme Kédougou qu'en zone urbaine. Il apparaît néanmoins que 30% des ménages de la région de Dakar en ont souffert au cours de 12 derniers mois précédent l'enquête.

Tableau 8 : Chocs vécus au cours de 12 derniers mois ayant négativement affectés les revenus des ménages (%)

	Diourbel		Kédougou		Matam		Dakar		Total
	Bambey (U)	Lambaye (R)	Bandafassi (R)	Kédougou (U)	Hamady Ounare (U)	Ouro Sidy (R)	Djidah Thiaroye (U)	Rufisque (U)	
Hausse des prix des produits alimentaires	49	27	79	72	64	71	37	62	58
Maladie grave ou accident d'un membre du ménage	38	26	52	56	58	71	57	38	50
Inondations	30	10	83	72	53	29	35	24	41
Maladies des animaux	6	16	54	26	51	55	8	2	29
Hausse des prix des intrants agricoles	11	17	71	51	47	25	2	3	29
Maladies des cultures	4	19	56	31	51	46	0	2	28
Sécheresse/pluies irrégulières	6	1	60	38	38	40	0	22	27
Perte du revenu non agricole du ménage (non liée à un accident ou une maladie)	6	9	39	28	47	28	22	5	23
Baisse du prix des produits agricoles	11	21	45	33	38	28	0	2	23
Décès d'un membre du ménage	6	6	12	18	18	8	8	9	10
Divorce, séparation	2	0	0	3	4	5	2	0	2

Source : Enquête quantitative. Note : (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale. Chaque choc (soit chaque ligne) correspondant à une question de type « Au cours des 12 derniers mois, le revenu du ménage a-t-il été négativement affecté par le choc x ». Ainsi, ligne 1 : 58% des ménages ont été négativement affectés par la hausse des prix contre 42% des ménages qui n'ont pas été touchés.

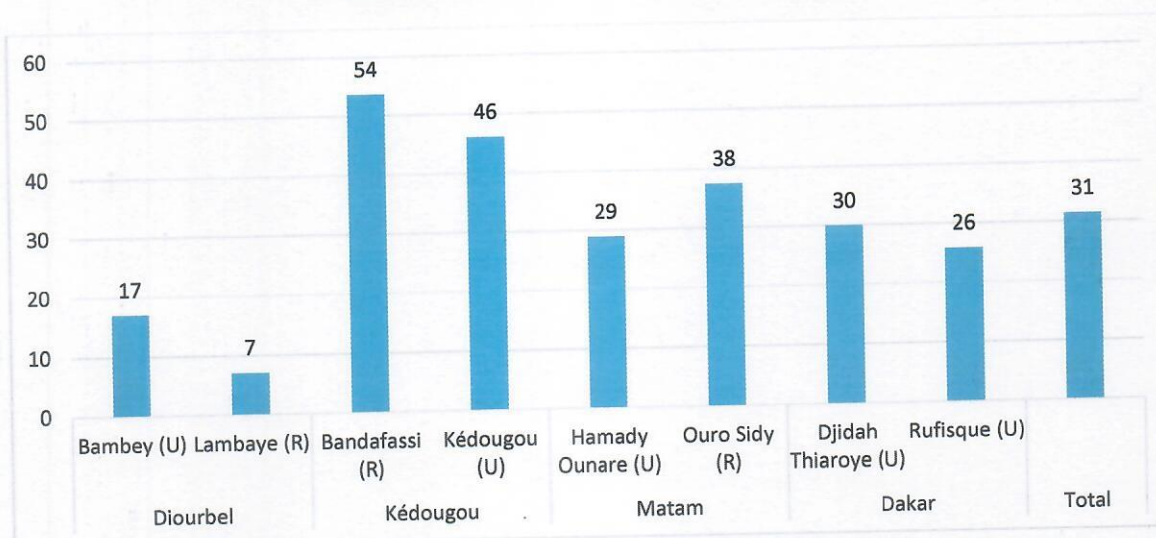
5.2. Chocs affectant la sécurité alimentaire

31% des ménages ont été contraint de réduire leur consommation alimentaire au cours des 12 derniers mois (Figure 9). Ils sont particulièrement nombreux dans la région de Kédougou, où un ménage sur deux s'est retrouvé dans cette situation. La région de Diourbel semble en revanche très peu affectée par ce type de comportement qui n'a concerné que 11% des ménages. Les bénéficiaires de la bourse familiale sont 32% à avoir réduit leur consommation alimentaire contre 30% chez les non-bénéficiaires.

Au premier rang des chocs ayant contraints les ménages à réduire leur consommation alimentaire se trouve la maladie d'un membre du ménage (Tableau 9). La maladie représente près de la moitié des causes de baisse de la consommation alimentaire à Dakar, suivi de la perte

d'emploi (33%). Dans les régions rurales de Kédougou et Matam, la perte des cultures est la cause la plus répandue de baisse de la consommation alimentaire, suivie de la maladie d'un membre du ménage et de la perte d'un actif de production.

Figure 9 : Part des ménages ayant dû réduire leur consommation alimentaire face à un évènement au cours des 12 derniers mois (%)



Source : Enquête quantitative. Note : (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

Tableau 9 : Evènements ayant causés la baisse de la consommation alimentaire (%)

	Dakar	Diourbel	Kédougou	Matam	Total
Maladie	48	15	16	16	23
Pertes de cultures	0	15	19	19	15
Perte d'un actif de production	3	38	15	12	13
Perte d'emploi	33	8	3	5	11
Période de soudure	0	0	13	2	6
Aucun choc - pauvreté	3	0	8	7	6
Perte de bétail	3	15	2	9	5
Pour faire des économies	0	0	5	5	3
Maison gravement endommagée	0	0	0	9	3
Décès	0	0	5	2	3
Cérémonies	0	0	5	0	2
Vol	0	8	0	2	1
Baisse de revenu	6	0	0	0	1
Autre	3	0	5	9	5
Non réponse	0	0	5	2	3

Source : Enquête quantitative. Note : (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

5.3. Gestion des chocs

Face aux chocs subis au cours des 12 derniers mois, les ménages ont eu majoritairement recours à leur réseau (famille/amis) comme mécanisme privilégié de gestion des chocs (Figure 10). Dans les commune de Rufisque et Lambaye, ce mécanisme semble presque le seul à l'œuvre

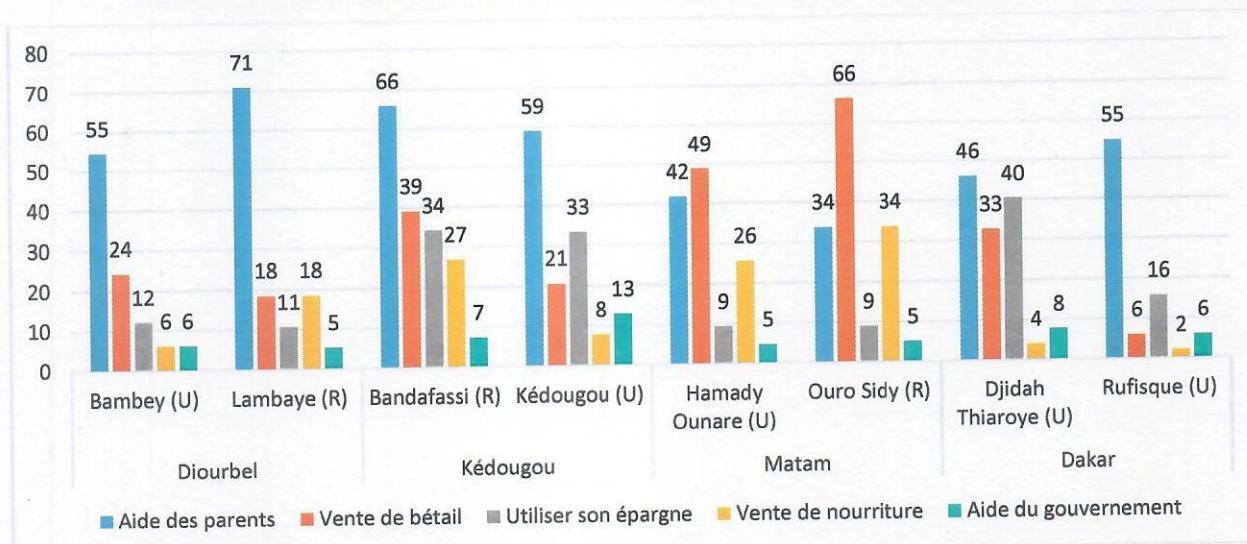
tant les autres semblent peu utilisés par les ménages. En effet, dans ces deux communes, moins de 20% des ménages utilisent un autre moyen que leur réseau pour faire face aux chocs.

Dans la région de Matam, les ménages privilégient la vente de bétail avant le recours à la famille, confirmant l'importance de l'élevage dans cette zone et le rôle joué par le bétail face aux chocs.

L'épargne est un recours fréquemment pratiqué par les ménages dans la commune de Djidah Thiaroye, Kédougou et Bandafassi indiquant la capacité des ménages de ces zones à constituer une épargne prenant une autre forme que celle du bétail.

Enfin, l'aide du gouvernement est un mécanisme encore peu utilisé mais qui n'est pas négligeable dans la commune de Kédougou où 13% des ménages l'ont cité comme moyen de gestion des chocs.

Figure 10 : Mécanismes de gestion des chocs utilisés par les ménages (%)



Source : Enquête quantitative. Note : (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

5.4. Préparation en prévision d'un choc

Près de la moitié des ménages interrogés ne prennent aucune action particulière visant à se préparer à un choc ; c'est particulièrement le cas dans la région de Dakar. En revanche, les ménages des régions de Kédougou et de Matam sont plus de la moitié à prendre des mesures en prévision d'un choc, ce qui suggère que les ménages vivant dans ces zones sont plus sujets aux chocs que dans les régions de Diourbel et Dakar (Tableau 10).

Bandafassi apparaît de loin comme la commune étant potentiellement la plus affectée par des chocs dans la mesure où seuls 24% des ménages ne prennent aucune action de préparation aux chocs. Dans cette commune, les deux moyens les plus courants de préparation aux chocs sont les économies personnelles et le stockage de produits destinés à la consommation personnelle ou à la vente.

Au niveau national, l'emprunt, les économies et le stockage constituent les mesures de préparation aux chocs les plus répandues. Sans surprise, la vente de bétail est pour 11% des ménages vivant à Ouro Sidy la première mesure pour faire face aux chocs.

Tableau 10 : Actions prises par les ménages en prévision d'un choc (%)

	Diourbel		Kédougou		Matam		Dakar		Total
	Bambey (U)	Lambaye (R)	Bandafassi (R)	Kédougou (U)	Hamady Ounare (U)	Ouro Sidy (R)	Djidah Thiaroye (U)	Rufisque (U)	
Aucune action de préparation	49	49	24	33	40	35	77	76	47
Emprunter de l'argent	32	17	11	26	22	33	5	7	19
Economiser de l'argent	15	16	29	26	13	6	12	12	16
Stocker des produits	0	16	28	13	2	8	0	5	10
Vendre du bétail	2	1	4	3	7	11	3	0	4
Expansion ou diversifications des AGR	0	0	0	0	7	5	0	0	1
Abattre du bétail	0	0	1	0	4	1	0	0	1
Migration	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Refuse de répondre	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Autre	2	1	0	0	4	1	3	0	2

Source : Enquête quantitative. Note : (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

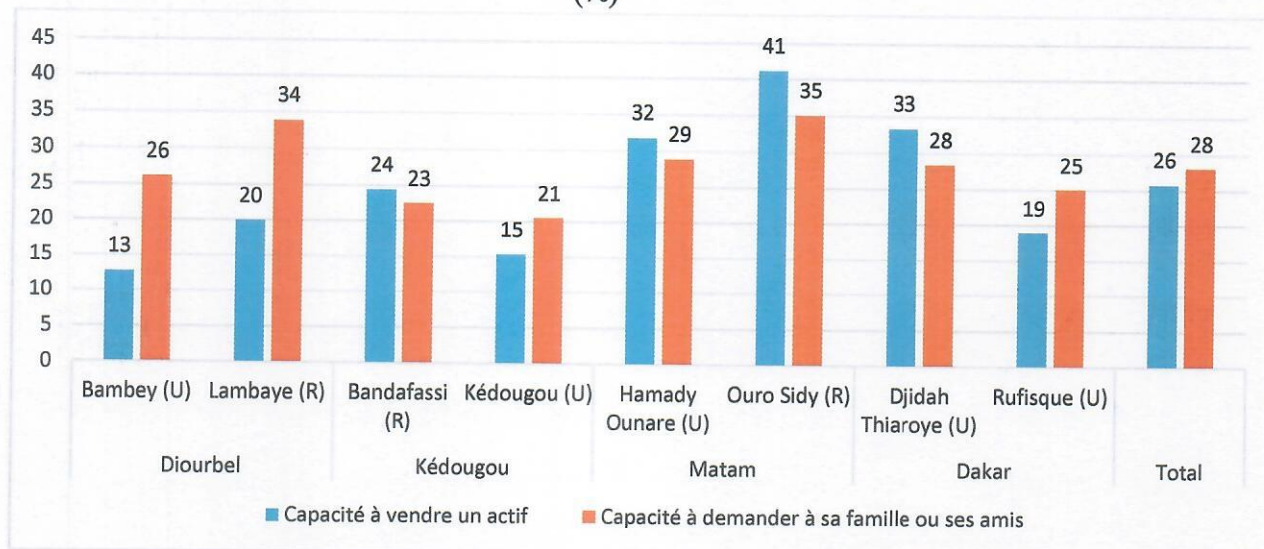
5.5. Capacités de réponse

En cas de choc non anticipés, les ménages peuvent avoir besoin de rassembler en peu de temps une importante somme d'argent. Il ressort que 26% des ménages sont capables de réunir 50000 Francs CFA en l'espace de 7 jours en vendant un actif et 28% en demandant à de la famille ou des amis. (Figure 11).

La proportion des ménages capable de réunir la somme en vendant un actif est beaucoup plus forte dans la région de Matam et particulièrement dans la commune de Ouro Sidy où 41% des ménages se disent capables de rassembler la somme en une semaine. Ceci reflète le poids important de l'élevage dans cette région, qui permet aux ménages de vendre une partie de leur bétail pour faire face aux chocs. A Bambey et Kédougou où l'élevage ne représente que 8% des AGR pratiqués par les ménages, la vente d'un actif n'est une solution envisageable que pour 13% et 15% des ménages.

La capacité de la famille et des amis du ménage à prêter une telle somme est sans doute fortement corrélée avec la possession de bétail. La proportion de ménages capables d'emprunter cette somme à son réseau est supérieure à la moyenne nationale dans les trois communes où l'élevage est le plus courant. Ceci explique le fait que dans la région de Matam, 54% des ménages sont capables de se procurer 50000 FCFA en 7 jours quelle que soit la méthode considérée, contre seulement 42% des ménages à Dakar, 37% à Diourbel et 35% dans la région de Kédougou.

Figure 11 : Part des ménages capables de rassembler 50 000 FCFA en 7 jours en cas de besoin (%)

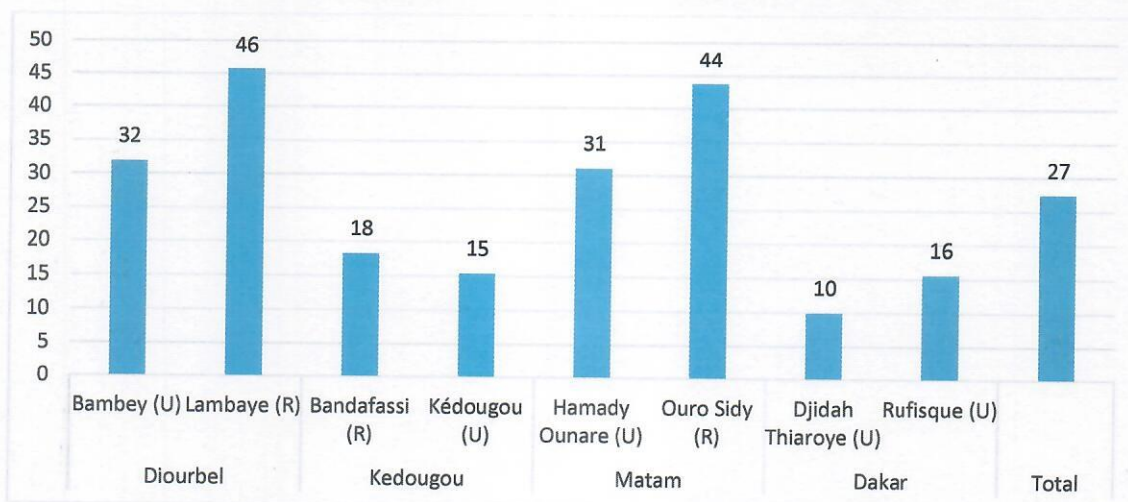


Source : Enquête quantitative. Note : (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

6. Migration

Près d'un tiers des ménages ont vu un ou plusieurs membres de leur famille migrer au cours des 12 derniers mois pour des raisons économiques (Figure 12). La part des ménages avec un ou plusieurs migrants est globalement plus élevée dans les communes rurales, particulièrement dans les communes d'Ouro Sidy et Lambaye tandis que la région de Dakar est relativement épargnée, ce qui n'est pas étonnant dans la mesure où Dakar est une destination importante de migration économique. Il ressort également que la prévalence de la migration est beaucoup plus forte chez les ménages bénéficiaires de bourses familiales (30%) que chez les ménages non bénéficiaires (17%), indiquant le niveau élevé de vulnérabilité de ces ménages.

Figure 12 : Part des ménages ayant vu un de leur membre migrer pour des raisons économiques au cours de 12 derniers mois (%)



Source : Enquête quantitative. Note : (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

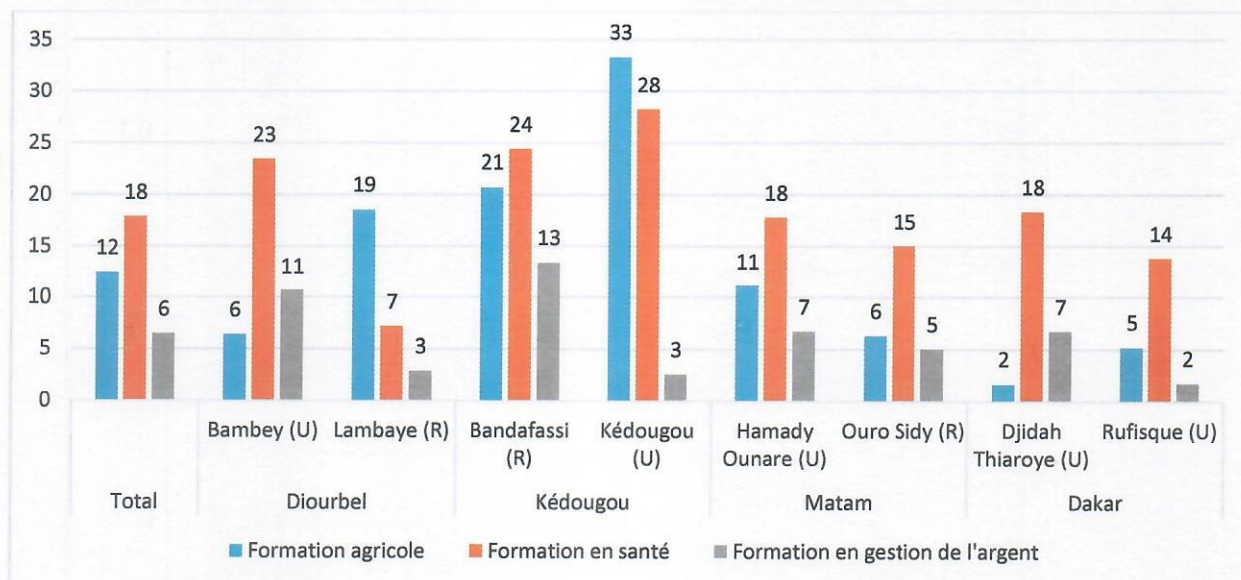
7. Formation

Les formations agricoles, en santé ou en matière de gestion de l'argent sont rares. En effet, seuls 12% des ménages ont indiqués pouvoir recevoir une formation agricole dans leur village, contre 18% pour les formations sur les questions de santé et 6% seulement sur la gestion de l'argent. Les disparités régionales en termes d'accès aux différentes formations sont importantes. Kédougou est de loin la région où les formations sont les plus courantes dans la mesure où un ménage sur quatre vivant dans la région de Kédougou a accès à une formation agricole ou en santé. Cette proportion augmente encore lorsque l'on se concentre sur la commune de Kédougou uniquement (Figure 13). D'une façon générale, les formations en matière de santé sont les plus couramment répandues sur le territoire.

Environ la moitié des ménages ayant une formation à proximité ont assisté à cette formation. La proportion est plus importante chez les femmes, quelle que soit la formation considérée (Tableau 11). Dans l'ensemble, les ménages ayant assisté à ces formations se sont déclarés satisfaits. En effet, 79% des ménages ayant participé à une formation sur la santé l'ont jugée très utile contre 76% pour une formation agricole et 65% pour une formation sur la gestion de l'argent.

Qu'ils aient ou non déjà assisté à une formation, les ménages interrogés sont 79% à se déclarer prêts à assister à une formation agricole si elle avait lieu dans leur village gratuitement une fois par mois. Cette proportion augmente à 83% et 85% en cas de formation en santé ou en gestion de l'argent. Concernant les modalités privilégiées de formation, il ressort que sept ménages sur 10 préféreraient que les formations soient organisées par groupes de 10 personnes ou plus.

Figure 13 : Existence d'une formation dans le village où vivent les ménages (%)



Source : Enquête quantitative. Note : (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

Tableau 11 : Part des ménages ayant participé à une formation parmi ceux ayant accès à une formation près de chez eux (%)

	Total	Homme	Femme	Non bénéficiaire	Bénéficiaire
Formation agricole	55	50	58	33	59
Formation en santé	55	38	60	55	55
Formation en gestion de l'argent	57	44	62	20	64

Source : Enquête quantitative.

8. Programme de transferts monétaires

Les ménages enquêtés ont dû répondre à la question de savoir ce qu'ils feraient s'ils recevaient un transfert monétaire de 50,000 Francs CFA. Il ressort que 44% d'entre eux achèteraient des biens alimentaires (Tableau 12). La part des ménages qui envisage d'acheter des biens alimentaires grâce à cette nouvelle source de revenu est plus élevée chez les bénéficiaires de bourses familiales que chez les non-bénéficiaires, suggérant que le programme de bourse familiale est parvenue à cibler les ménages les plus dans le besoin. Les ménages ruraux de Bandafassi et d'Ouro Sidy sont respectivement 59% et 53% à envisager l'achat de biens alimentaires en cas de transferts monétaires, indiquant que la sécurité alimentaire est encore un enjeu important en zone rurale.

Tableau 12 : Actions envisagées par les ménages en cas de transferts monétaires de 50 000 Francs CFA (%)

	Total	H.	F.	Non bénéf.	Bénéf.	Diourbel		Kédougou		Matam		Dakar	
						Bambey (U)	Lambaye (R)	Bandafassi (R)	Kédougou (U)	Hamady Ounare (U)	Ouro Sidy (R)	Djihad Thiaroye (U)	Rufisque (U)
Achat de biens alimentaire	44	47	43	37	46	32	40	59	49	47	53	37	31
Activités commerciales	34	21	41	45	31	43	29	17	38	44	35	40	41
Achat de bétail	4	6	3	6	3	11	16	2	3	0	0	0	0
Dépense de santé	3	8	1	1	4	2	3	7	3	0	1	5	3
Achat d'intrants non agricoles	2	3	2	1	2	4	3	1	0	4	0	2	2
Dépense d'éducation	2	3	1	0	2	2	1	5	0	0	0	3	2
Travaux	2	1	2	2	2	2	0	0	3	0	3	2	7
Intrants agricoles	2	3	1	1	2	0	3	4	0	2	3	0	0
Remboursement de dettes	1	3	1	1	1	0	0	0	0	2	4	3	0
Achat de biens non alimentaires	1	1	1	1	1	0	0	2	0	0	1	2	2
Achat d'un mouton (Tabaski)	1	3	0	0	1	2	3	0	0	0	0	2	2
Epargne	1	1	1	1	1	2	0	1	0	0	0	2	2
Autre	2	1	3	4	2	0	3	1	5	0	1	3	7
Non réponse	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2

Source : Enquête quantitative. Note : H. pour homme et F. pour femme. (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

La deuxième action la plus couramment envisagée est celle de développer une activité commerciale, en particulier chez les femmes qui sont 41% à souhaiter utiliser cette source de revenu supplémentaire pour faire du commerce contre seulement 21% des hommes interrogés. Dans la région de Dakar et dans la commune urbaine de Bambey, le développement d'une activité commerciale arrive en tête des actions envisagées avant l'achat de biens alimentaires, indiquant que ces ménages sont dans une dynamique entrepreneuriale et que leurs besoins alimentaires sont une préoccupation secondaire.

Les ménages ont également été interrogés sur leurs préférences face à différents types de transferts (monétaires ou non) comprenant différentes modalités (transfert aujourd'hui ou étalé dans le temps) (Tableau 13).

Tableau 13 : Préférence des ménages en termes de transferts (%)

	Total	Homme	Femme	Dakar	Diourbel	Kédougou	Matam	Non bénéficiaire	Bénéficiaire
1. 10.000 FCA par mois pendant 2 ans	25	22	27	16	31	32	22	23	26
2. 240.000 FCFA maintenant	75	78	73	84	69	68	78	77	74
1. Recevoir quatre chèvres	53	61	50	30	39	74	68	47	55
2. Equivalent en argent des chèvres	47	39	50	70	61	26	32	53	45
1. Une vache/bœuf	50	57	47	25	37	75	62	49	51
2. Montant équivalent en argent	50	43	53	75	63	25	38	51	49
1. Formation agricole	19	26	15	13	16	18	28	20	18
2. Formation entrepreneuriale	81	74	85	87	84	82	72	80	82
1. Dix poulets	26	26	26	11	39	12	42	22	27
2. Six poulets et une formation sur la gestion de l'argent/semaine/1 an	74	74	74	89	61	88	58	78	73
1. Dix poulets	31	25	34	27	46	13	39	33	30
2. Six poulets et une formation sur les techniques agricoles/semaine/1 an	69	75	66	73	54	87	61	67	70

Source : Enquête quantitative.

Trois quart des ménages préfère recevoir une grosse somme d'argent en une seule fois plutôt que de recevoir la même somme en différentes mensualités étalées sur 24 mois. Cela peut indiquer une forte préférence pour le présent des ménages mais aussi la nécessité d'avoir une somme suffisamment conséquente pour se lancer dans une activité productive de grande ampleur, qu'il serait difficile de mettre en œuvre en recevant des petites mensualités. Cette préférence pour une importante somme d'argent versée en une fois est globalement partagée dans chaque région. On note toutefois que dans la commune de Bandafassi, 41% des ménages préfèrent des transferts plus petits mais plus réguliers, reflétant potentiellement la plus grande difficulté de ces ménages à faire face aux besoins du quotidien.

Quand le choix met en concurrence du bétail ou l'équivalent monétaire du bétail, les réponses sont plus nuancées et se partagent presque à part égale entre les deux modalités, avec toutefois une préférence des hommes pour le bétail. La préférence pour le bétail est également plus importante dans les régions rurales, où l'élevage est une activité traditionnelle.

Quand le choix est à faire entre du petit bétail avec ou sans formation, les ménages choisissent l'option qui contient une formation. Il apparaît que les ménages ont une préférence pour une formation entrepreneuriale par rapport à une formation agricole, ce qui peut indiquer la volonté des ménages à développer d'autres activités en dehors du secteur agricole.

9. Type d'intervention souhaitée par commune

Lors des groupes de discussion, il a été demandé aux individus présents d'imaginer une intervention ou un projet qu'ils souhaiteraient voir se réaliser dans leur commune.

Les interventions les plus populaires dans la commune de Djeddah Thiaroye Kao sont les suivantes : i) une formation en entrepreneuriat avec le financement et le suivi de projet individuel, ii) faciliter l'accès au crédit en garantissant de faible taux d'intérêt, iii) l'amélioration des infrastructures dont l'amélioration des canalisations et de l'éclairage public.

Dans la commune de Rufisque, la mise à disposition d'un crédit à taux d'intérêt modéré est la mesure la plus fortement plébiscitée par les personnes interviewées. Les répondants se sont également montrés très intéressés par des mesures visant à financer le petit commerce et l'artisanat notamment pour l'achat de matériel non agricole. Enfin, une formation en entrepreneuriat avec accompagnement pour la mise en place de petites unités commerciales a également suscité un fort intérêt.

A Kanel, dans la région de Matam, les interventions souhaitées par les femmes sont la création d'un centre de couture et de coiffure et la mise en place d'une unité de mise en sachet d'eau filtré. Elles se sont également déclarées intéressées par recevoir une dotation en poussins et en équipement avicole pour diversifier leurs activités. Les hommes de leur côté ont exprimés leur désir d'avoir plus de matériel agricole dont un tracteur et des intrants de bonne qualité (semences, herbicides, engrais). Ils aimeraient également voir la création d'une unité d'embouche bovine.

A Kédougou, la majorité des interventions souhaitées concerne le domaine de l'agriculture ou celui de l'élevage. Les individus interrogés ont exprimé leur besoin de recevoir du financement en matière d'intrants, de matériels agricoles et d'appui au développement de l'élevage dont l'aviculture. La mise à disposition d'un crédit à taux modéré fait également partie des interventions souhaitées. Enfin, le souhait a été exprimé de voir la mise en place d'une petite unité de traitement de l'or qui permettrait de sécuriser cette activité qui fait de nombreuses victimes en particulier chez les jeunes adultes.

Dans la commune de Médina Yoro Foula, la construction d'une route pour désenclaver la zone est l'une des interventions les plus plébiscitées parmi les personnes interrogées suivie de l'appui à l'accès aux intrants et au matériel agricole. Enfin, le financement de projets individuels comme le maraîchage, l'aviculture et le petit commerce est également fortement désiré par les ménages.

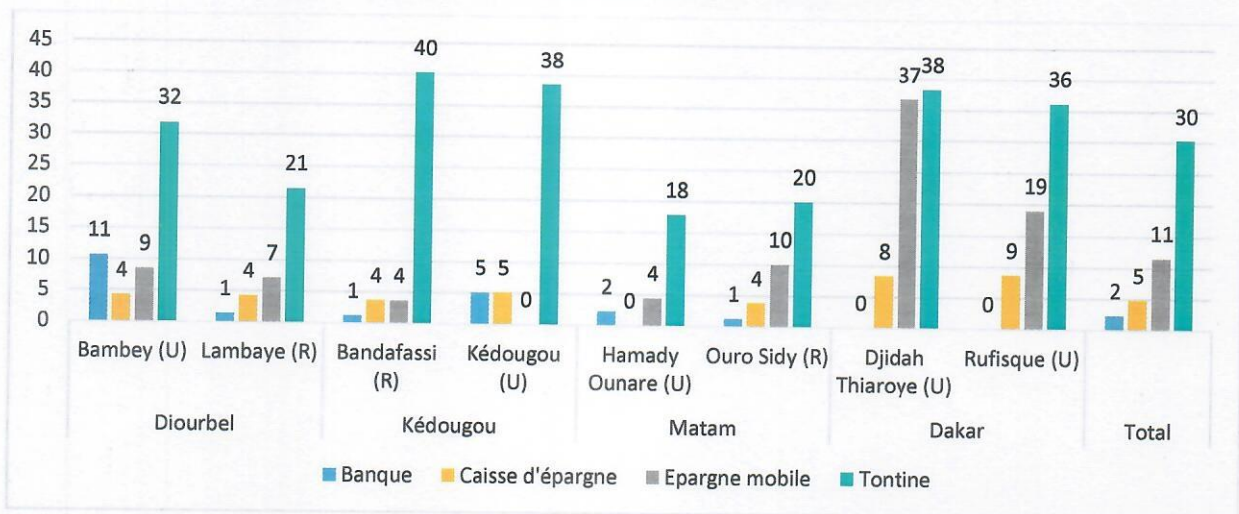
10. Bancarisation et méthode d'épargne

L'épargne formelle dans une institution bancaire est quasiment inexistante dans la mesure où seuls 2% des ménages ont un compte épargne dans une banque et 5% placent leurs économies

dans une caisse d'épargne. L'épargne via téléphonie mobile concerne 11% des ménages soit plus que l'épargne dans une banque ou dans une caisse d'épargne, signe de la pertinence des services financiers par téléphonie mobile. Les ménages sont cependant encore peu nombreux à avoir adopté ce nouveau moyen d'épargne en zone rurale. L'épargne mobile est pour le moment essentiellement présente dans la région de Dakar, où 28% des ménages utilisent ce type de service.

Malgré l'émergence des services financiers par téléphone portable, les groupes d'épargne traditionnels sont encore très populaires et constituent la méthode d'épargne privilégiée des ménages, aussi bien dans la région de Dakar que celle de Kédougou.

Figure 14 : Bancarisation et méthode d'épargne (%)



Source : Enquête quantitative. Note : (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

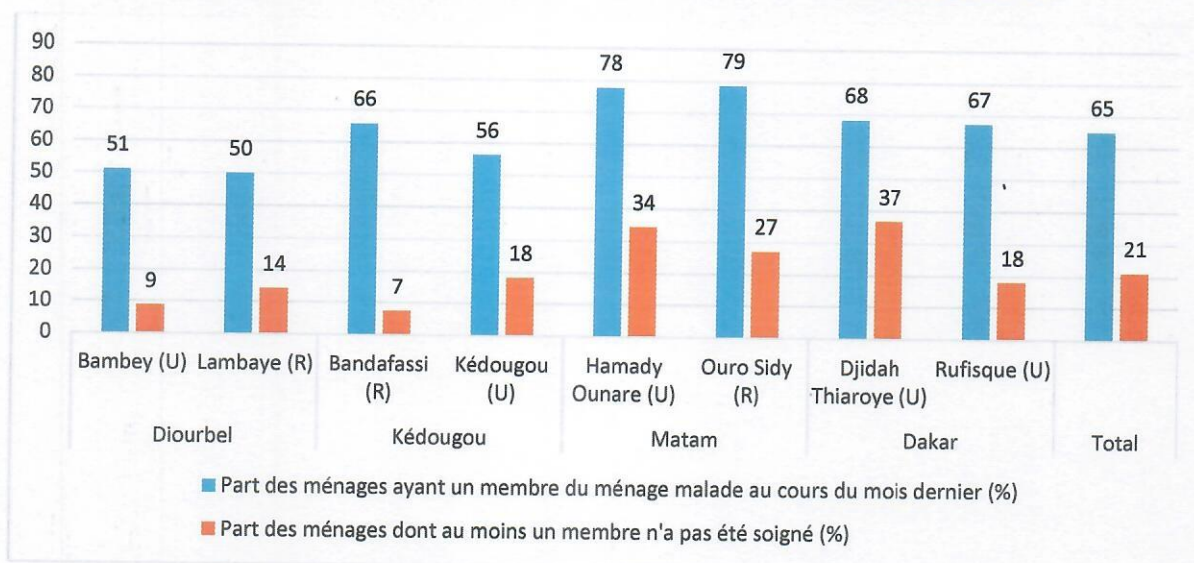
11. Santé

Dans 65% des ménages interrogées, un membre du ménage au moins était malade ou accidenté au cours du mois précédent l'enquête et 21% d'entre eux n'ont pas eu accès aux soins. La part des ménages avec au moins un individu malade est particulièrement élevée dans la région de Matam où près de 8 ménages sur 10 sont concernés, alors même que la question posée ne porte que sur le mois précédent l'enquête.

Les ménages urbains de la région de Dakar sont nombreux à ne pas avoir eu recours à des services médicaux en cas de maladie, particulièrement dans la commune de Djidah Thiaroye. La part des ménages ayant un individu non soigné en cas de maladie est plus élevée dans les communes dakaroises que dans les communes de régions de Diourbel ou de Kédougou.

Les raisons ayant poussées les ménages à ne pas faire appel à des services de santé sont principalement financières. En effet, 89% des ménages n'ayant pas eu recours aux services de santé l'ont fait par manque d'argent et 6% en raison du caractère bénin de la maladie.

Figure 15 : Etat de santé et accès aux soins au cours de 30 derniers jours (%)



Source : Enquête quantitative. Note : (U) pour zone urbaine ou péri-urbaine et (R) pour zone rurale.

12. Jeunes

Un module destiné aux jeunes de 18 à 30 ans a été ajouté au questionnaire quantitatif pour le Sénégal. Sur l'échantillon initial de 481 ménages, 323 ménages comptent un jeune qui n'était pas le répondant, dans la tranche d'âge considérée. Cependant, environ un tiers d'entre eux (32%) n'était pas disponible le jour de l'enquête et 3% d'entre eux ont refusé de répondre. L'échantillon restant compte donc 211 jeunes, soit 44% de l'échantillon initial et 65% des jeunes autres que le répondant vivant dans les ménages enquêtés.

Les jeunes disponibles au moment de l'enquête étaient majoritairement sans activité au cours du mois précédent l'enquête (Tableau 14). En effet, seuls 39% d'entre eux avaient une activité rémunérée en août 2016. Il faut toutefois prendre ce chiffre avec précaution dans la mesure où un tiers des jeunes n'ont pas pu être interrogés car ils étaient en dehors du ménage au moment de l'enquête, potentiellement parce qu'ils travaillaient. De plus, le faible taux d'activité des jeunes au moment de l'enquête peut être mis en lien avec le calendrier agricole et le fait que le mois d'août est un mois de faible activité agricole.

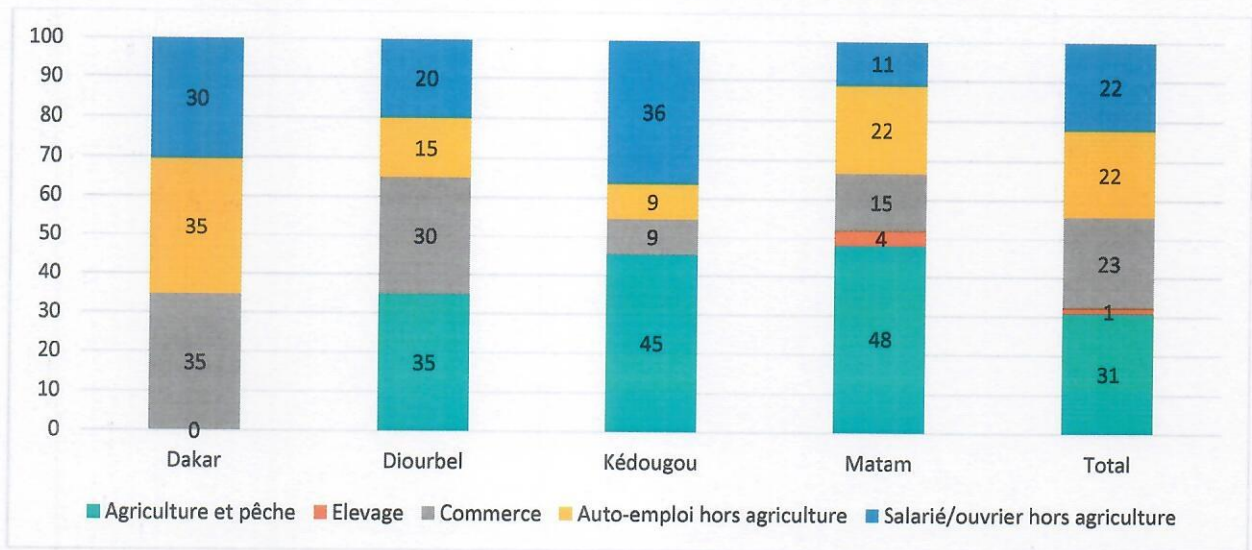
Tableau 14 : Part des jeunes de 18 à 30 ans ayant effectué une AGR au cours des derniers jours

		Dakar	Diourbel	Kédougou	Matam	Total
Jeunes ayant effectué une AGR au cours des 30 derniers jours	Nb.	23	20	13	27	83
	%	38.3	37.7	37.1	42.9	39.3
Nombre total de jeunes (18-30 ans) interrogés	Nb.	60	53	35	63	211
	%	100	100	100	100	100

Source : Enquête quantitative.

Le secteur agricole demeure un secteur d'activité important chez les jeunes en particulier dans les régions de Kédougou et Matam, où respectivement 45% et 48% des jeunes interrogés ont occupé un emploi agricole en août 2016. En dehors de l'agriculture, les jeunes se partagent presque à part égale entre les activités commerciales, l'auto-emploi non agricole et le salariat non agricole. Dans la région de Dakar, le commerce et l'auto-emploi non agricole occupent la même place (35%) devant le salariat non agricole. Il est intéressant de noter que l'élevage est presque totalement absent des activités effectuées par les jeunes, même dans la région de Matam où seuls 4% des jeunes ont eu une activité d'élevage durant le mois précédent l'enquête.

Figure 16 : Secteur d'activité des AGR effectués par les jeunes (%)



Source : Enquête quantitative.

Le tableau 15 recense les types de formations ou d'enseignements que les jeunes considèrent comme intéressants pour eux d'un point de leur insertion ou progression sur le marché de l'emploi. L'alphabétisation est une préoccupation pour 12% des jeunes de notre échantillon, qui estiment que savoir lire et écrire serait un atout pour eux sur le marché du travail (Tableau 15). Ils sont 7% à désirer atteindre des professions qui requièrent un enseignement post-bac. Le reste de l'échantillon est principalement concerné par des formations techniques. La coiffure, la couture et les formations en informatique sont parmi celles qui reviennent le plus souvent chez les jeunes. Le secteur de la santé est également un secteur d'intérêt pour les jeunes dans la mesure où 7% de notre échantillon souhaiterait poursuivre des études ou une formation dans ce domaine.

Parmi les contraintes citées par les jeunes pour expliquer qu'ils n'aient pas commencé ce type de formation, l'argent prend la première place. En effet, 58% des jeunes souhaitant reprendre une formation ne le font pas pour des raisons financières. La deuxième raison qui concerne 10% des jeunes est le manque de structure de formation dans la zone.

Tableau 15 : Type de formations/enseignements souhaités par les jeunes (%)

	Dakar	Diourbel	Kédougou	Matam	Total
Apprendre à lire et à écrire	12	13	9	13	12
Tailleur	12	13	0	10	9
Informatique	12	4	14	2	7
Enseignement supérieur	8	8	11	3	7
Santé	7	8	0	10	7
Coiffure	7	4	3	10	6
Gestion de l'argent	0	8	11	6	6
Autres formations artisanales	7	4	0	8	5
Comptabilité	5	4	6	5	5
Commerce	2	9	3	5	5
Mécanicien / réparation	5	4	6	3	4
Agriculture	0	4	14	0	3
Restauration	7	0	0	5	3
Apprendre une langue étrangère	0	2	0	5	2
Agriculture	0	0	3	3	1
Chauffeur	2	2	3	0	1
Menuisier	0	0	3	0	0.5
Autre	8	6	14	13	10
Ne sait pas	8	9	0	2	5
Total	100	100	100	100	100

Source : Enquête quantitative.

Conclusion

Les activités effectuées par les ménages sont segmentées par territoire. Le secteur agricole et celui de l'élevage demeurent d'importants pourvoyeurs d'emplois en zone rurale. La saisonnalité des activités agricoles obligent les ménages ruraux à occuper de nombreux emplois pour dégager des revenus pendant la saison sèche. En zone urbaine et péri urbaine, le commerce et les emplois non agricoles sont dominants. Le petit commerce est le plus souvent l'apanage des femmes tandis que les hommes occupent les emplois salariés en dehors de secteur agricole et de nombreux auto-emplois non agricoles.

En dehors des activités illicites ou dangereuses comme l'orpaillage, les ménages ne distinguent pas de bons ou de mauvais emplois ; est bon tout emploi permettant à un ménage de subvenir à ses besoins. En zone urbaine, les métiers de l'artisanat et de l'entrepreneuriat non agricole (menuisier, mécanicien, soudeur, tailleur, couturier, maçon, bijoutiers, etc.) sont plébiscités par les ménages tandis que les ménages ruraux continuent de considérer les métiers agricoles comme de bons emplois si les conditions climatiques sont favorables et si le ménage a les moyens de se procurer les intrants nécessaires.

Les principales contraintes auxquelles font face les ménages pour développer leurs activités sont i) le manque d'argent, ii) le manque d'accès au crédit, iii) le manque d'intrants et de matériels. Le manque d'argent est vu chez les hommes urbains comme un frein à la création et/ou à l'expansion d'activités non agricoles et par les femmes comme un frein au

développement du commerce. Les ménages urbains engagés dans des activités commerciales ou artisanales souffrent également de la forte concurrence et de la faiblesse de la demande.

Dans les communes rurales, le manque d'argent et de crédit empêchent les ménages d'acheter les intrants nécessaires au travail agricole et/ou d'acheter de l'aliment pour bétail et de soigner les animaux. Les ménages ruraux pasteurs ou agriculteurs souffrent également du manque d'accès à l'eau, de pâturage et du manque d'accès aux soins du bétail.

Sur la question des interventions souhaitées par les ménages, les ménages sont désireux d'interventions leur permettant d'avoir accès au crédit avec de faibles taux d'intérêts. Les ménages urbains ont également indiqués être intéressés par des formations en entrepreneuriat et par un soutien financier pour développer de petites unités de production. En zone rurale, les interventions souhaitées sont plutôt orientées dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage. Il s'agit d'aider les ménages à financer leurs achats d'intrants, de matériels agricoles et d'appuyer le développement de l'élevage dont l'aviculture.